

Paraguay : Coup d'Etat 2.0

Le Monde.fr | 29.06.2012 à 09h20 • Mis à jour le 29.06.2012 à 09h20

Par Stéphane Straub, Toulouse Schools of Economics.

Le 22 juin dernier, le président du Paraguay a été destitué par le sénat de son pays au terme d'une procédure express, et ce à 9 mois des prochaines élections présidentielles. Si les formes, consignées dans la constitution semblent respectées, les motifs invoqués, exagérés aux yeux de tous les observateurs, et la hâte dans sa réalisation, le président aura eu moins de deux heures pour se défendre, font de ce nouvel épisode de la vie politique paraguayenne un véritable coup d'Etat constitutionnel. Terrible retour en arrière pour une région qui croyait avoir exorcisé les démons anti-démocratiques caractérisés jusqu'à récemment par la litanie des coups d'Etat militaires.

Porté au pouvoir en 2008 par une coalition de partis et mouvements sociaux de gauche, l'ancien évêque Fernando Lugo avait d'abord eu le tort de vaincre dans les urnes le parti colorado, survivance de la dictature d'Alfredo Stroesner, qui avait monopolisé le pouvoir pendant 61 ans, confondant allégrement les caisses du parti et celles de l'état et faisant du clientélisme et de la corruption des règles de conduite.

La tâche était immense pour le nouveau président, dont les priorités affichées étaient d'ordre social, avec en particulier la mise en œuvre d'une réforme agraire afin de corriger une des distributions de la terre les plus inégalitaires au monde : 350 000 familles n'en possèdent pas, alors que plusieurs personnalités liées au régime antérieur sont à la tête de centaines de milliers d'hectares. Ce faisant, il touchait les intérêts des grands latifundistes, sans parler des mafias du narcotraffic qui contrôlent, souvent grâce à des protections en haut lieu, des territoires entiers au nord du pays.

Mais le nouveau président ne comptait pas sur une majorité au parlement pour soutenir ses projets de réformes. Des projets de loi emblématiques restèrent ainsi bloqués pendant quatre ans, au premier rang desquels la réforme fiscale. La pression fiscale reste la plus faible du continent, il n'y a pas d'impôt sur les revenus personnel, et le secteur agro-exportateur, qui représente 30% du PIB, contribue 0,3% aux recettes fiscales ! En dépit de ces difficultés, il peut se prévaloir d'un infléchissement notable dans la culture de corruption des institutions publiques, d'une nette extension des programmes sociaux et de la mise en place de la gratuité universelle des soins, et d'un changement évident de perception de l'image du Paraguay dans le reste du monde. Témoin, l'acceptation en 2009 par le Brésil de la renégociation du traité du barrage hydroélectrique Itaipú, qui a amené un doublement des royalties reçues par le

pays, une augmentation de près de 3% du PIB.

La réaction des pays d'Amérique Latine, réunis au sein de l'Union des Nations Sud-américaines (Unasur) et de l'Organisation des Etats Américains (OEA), est claire à cet égard. Ils dénoncent une rupture de l'ordre démocratique sommairement drapée de légitimité constitutionnelle et refusent de reconnaître le gouvernement formé par l'ancien vice-président, dont des câbles filtrés par wikileaks montrent qu'il caressait cet objectif depuis 2009. Le Mercosur, constitué de l'Argentine, du Brésil et de l'Uruguay, a déjà suspendu la participation du Paraguay, qui devait assumer la présidence pro tempore du bloc commercial, de tout processus de décision, et plusieurs pays (Argentine, Equateur, Venezuela, Uruguay, Chili, Colombie et Brésil) ont retiré ou rappelé à consultation leurs ambassadeurs au Paraguay.

Il est important que la France, et l'Union Européenne, soutiennent le processus démocratique paraguayen et ne se précipitent pas à reconnaître un gouvernement illégitime, comme certains pays l'ont malheureusement déjà fait. La position du président uruguayen, José Mujica, semble une ligne de conduite raisonnable. Conscient de la difficulté à rétablir la présidence de Fernando Lugo dans le contexte politique interne actuel, il demande la réalisation rapide de nouvelles élections afin de constituer un gouvernement légitime, alors que l'équipe en place prétend se maintenir jusqu'au terme du mandat de Lugo en août 2013. Cette position a des chances d'être celle sur laquelle convergeront les pays de la région. La France doit accompagner fermement la démarche des organes politiques représentatifs d'Amérique Latine face à ce qui constitue un retour en arrière funeste dans l'histoire de ce continent et un nouveau châtement pour un peuple trop longtemps victime de la rapacité d'une classe politique d'un autre âge.

Stéphane Straub, Toulouse Schools of Economics.

Idées